

Réseau pour une
alimentation durable

2008-2018

Célébrons

10 ans

**d'action
collective
en politique
alimentaire**



RAD

Réseau pour une alimentation durable



Photo : Ricardo Gomez Angel

Le Réseau pour une alimentation durable est une alliance pancanadienne d'organisations et de personnes qui travaillent à promouvoir la sécurité alimentaire et la souveraineté alimentaire.

Provenant d'un bout à l'autre du pays, nos membres travaillent à différents niveaux – local, régional, national – pour bâtir un système alimentaire sain, juste et durable pour le Canada.

Nous croyons qu'un changement profond et durable peut être possible en :

Facilitant l'accessibilité à un carrefour d'information pour favoriser l'apport de la société civile aux politiques alimentaires.

Soutenant des réseaux dynamiques pour faciliter la recherche et favoriser l'apprentissage et la collaboration dans le cadre de projets et de campagnes liés au système alimentaire.

Prônant des politiques alimentaires au niveau fédéral qui reflètent les priorités du mouvement alimentaire pancanadien.



Quelle décennie ce fut pour le Réseau pour une alimentation durable!

— 2008-2011

Projet *Une politique alimentaire populaire*

— 2012-2013

L'alimentation est un droit

— 2015

Je mange donc je vote

— 2015-2018

La politique alimentaire : une nouvelle priorité du gouvernement fédéral

Du lancement du projet *Une politique alimentaire populaire* à l'adoption prochaine de la première politique alimentaire pancanadienne, la communauté du Réseau pour une alimentation durable a travaillé fort d'un océan à l'autre.

Cette brochure évoque le chemin qui a fait voyager une vision politique de la table de cuisine à la table du Cabinet, des groupes communautaires à la Chambre des communes. Cette aventure n'est en rien terminée et nous ne savons toujours pas ce que contiendra *Une politique alimentaire pour le Canada*. Nous avons toutefois appris diverses leçons tout au long du parcours sur le fait d'oeuvrer ensemble pour le changement. Le moment est donc opportun de réfléchir ensemble sur les enseignements tirés et sur ce que l'avenir nous réserve.



1



2



7



8



3



4



9



10



5



6



11



12

- 1 Les membres du RAD se réunissent à l'approche de l'annonce du gouvernement fédéral au sujet de sa politique alimentaire, Montréal QC, Octobre 2015.
- 2 Prières autochtones pour l'ouverture du 9^e forum du RAD, Toronto ON, Octobre 2016. (photo : François Zeller)
- 3 Les membres du RAD avec le Ministre de l'agriculture Lawrence MacAulay au Sommet *Une politique alimentaire pour le Canada*, Ottawa ON, Juin 2017.
- 4 Le secrétaire parlementaire Jean-Claude Poissant accueille la Grande croquée sur la colline du Parlement, Ottawa ON, Mars 2018. (photo : Rachel Cheng)
- 5 Événement Je mange donc je vote, QC, 2015.
- 6 Lancement du projet *Une politique alimentaire populaire* sur la colline du Parlement, Ottawa ON, Mars 2012.

- 7 Le Rapporteur spécial des Nations Unies, Olivier de Schutter, livre son rapport sur le droit à l'alimentation au Canada, Mai 2012.
- 8 *Eco-Ethnomomics* et *Land Over Landings* organisent un événement Je mange donc je vote, Pickering ON, 2015.
- 9 La directrice générale du RAD, Diana Bronson, discute avec le député Greg Fergus à la Grande croquée, Mars 2018.
- 10 Des centaines de copies du rapport *Du pain sur la planche* sont distribuées aux politiciens à travers le pays depuis 2011.
- 11 Le RAD met en lumière le travail essentiel des membres tels que la ferme *Black Creek Community Farm*, Toronto, 2015. (photo : Laura Berman)
- 12 Le centre communautaire alimentaire Le Dépôt organise un événement Je mange donc je vote, Montréal, 2015. (photo : Le Dépôt)

Projet *Une politique alimentaire populaire*

3 500

participants

350

tables rondes
communautaires

10

documents de
politiques produits

50

mentions dans des
ouvrages académiques

Pendant trois ans, 3500 personnes d'un océan à l'autre ont participé au projet *Une politique alimentaire populaire*, un exercice de démocratie de proximité d'une grande ampleur.

Des tables rondes communautaires aux documents de recherche collaborative, envisager ce à quoi la souveraineté alimentaire au Canada pourrait ressembler fut le fruit d'un effort collectif novateur. **Nous avons mis en évidence ce qui ne fonctionne pas avec le système actuel et avons exposé une vision politique nationale ou l'alimentation est l'un des fondements de vies, de communautés, d'économies et d'écosystèmes en santé.** Cette vision s'appuie sur la Commission populaire sur l'alimentation qui a eu lieu il y a plusieurs décennies ainsi que sur une rencontre sur la souveraineté alimentaire organisée par la Via Campesina en 2007.

Ces délibérations pancanadiennes ont mené en 2011 à la publication de *Du pain sur la planche : une politique alimentaire populaire*. Pour la première fois de l'histoire, lors des élections fédérales qui ont suivi cette même année, les politiques alimentaires sont apparues dans les programmes des cinq partis politiques fédéraux. *Du pain sur la planche* a été distribué à tous les députés fédéraux, a été présenté devant des comités permanents, a été utilisé pour discuter avec diverses parties prenantes, en plus d'avoir supporté le travail d'organismes travaillant à l'échelle provinciale, territoriale et municipale pour influencer leurs gouvernements.



Les tables rondes communautaires font désormais figure de modèles sur la façon de pratiquer un véritable engagement dans le développement politique et ont établi les bases de la mobilisation communautaire et du travail de plaidoyer du RAD.

L'alimentation est un droit

11

événements communautaires avec le Rapporteur spécial

40

organisations collaborant sur une soumission conjointe

52

événements communautaires pour participer à la diffusion en direct du rapport présenté aux Nations Unies

120

organisations signataires d'une lettre réclamant des excuses officielles du Gouvernement du Canada pour ses réactions vis-à-vis le Rapporteur spécial

En 2012, le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, Olivier de Schutter, est venu au Canada pour faire état de la mise en oeuvre d'un droit reconnu internationalement, celui du droit à l'alimentation.

De concert avec les membres et partenaires, le RAD a facilité la réalisation d'une soumission conjointe sur les principaux problèmes existants au pays. Le RAD a joué un rôle fondamental pour aider à organiser les rencontres entre le Rapporteur spécial et les groupes de la société civile, les organisations syndicales, les organisations internationales, les agriculteurs et les experts en politique alimentaires. Conjointement, nous avons travaillé avec les médias et les parlementaires pour accroître la visibilité et l'impact de la mission.

Le rapport officiel d'Olivier De Schutter réclamait une stratégie sur le droit à l'alimentation, ainsi que des protections accrues pour les droits économiques, sociaux et culturels. Bien que les ministres aient rejeté l'avis du Rapporteur spécial, le considérant condescendant et mal informé, les organisations de la société civile ont trouvé un allié puissant pour répondre aux préoccupations qu'elles soulevaient depuis des années - la crise de la faim, l'obésité et des moyens d'existence décents pour les agriculteurs.

L'année suivante, en 2013, nous avons organisé un webinaire interactif à l'échelle du pays et mobilisé les communautés et les organisations dans le but d'assister à la diffusion du compte rendu du Rapporteur spécial, en direct de Genève, suite au dépôt de son rapport au Conseil des droits de l'homme. **Ce fut un moment puissant, une des rares occasions ou des organisations communautaires et des activistes ont eu un accès direct au système de protection des droits de l'homme des Nations Unies.**



Depuis ces événements, le droit à l'alimentation a été intégré dans l'ensemble de notre travail.

Je mange donc je vote

69

événements
Je mange
donc je vote

4 660

participants

192

organisations
impliquées

164

candidats aux élections présents.
Parmi eux :

44

candidats ont été élus

5

candidats ont été promus
au Cabinet

De 2012 à 2015, le RAD a collaboré avec des groupes de partout au pays afin d'approfondir notre travail sur diverses questions telles que la saine alimentation scolaire, une meilleure alimentation en milieu hospitalier, le soutien aux nouveaux agriculteurs, la justice alimentaire, la souveraineté alimentaire des communautés nordiques et autochtones, et l'alimentation locale et durable.

Bien que le dialogue politique avec le gouvernement fédéral fut minimal pendant cette période, nous avons profité de la campagne électorale fédérale 2015 pour mettre de l'avant nos préoccupations et engager le dialogue avec les décideurs.



À travers la campagne Je mange donc je vote, nous avons élaboré un message unifié et ciblé :
« *Nous avons besoin d'une nouvelle politique alimentaire fédérale!* »

La campagne s'est articulée autour de quatre priorités politiques :

- **Une étude de faisabilité sur le revenu minimum garanti ;**
- **Des mesures de soutien pour les nouveaux agriculteurs ;**
- **La nécessité de répondre à la crise de l'insécurité alimentaire dans le nord du Canada ; et**
- **La mise en place d'un programme national universel d'alimentation scolaire.**

Des centres alimentaires communautaires, des universités et des organisations de tous genres invitèrent leurs candidats politiques respectifs à partager un repas et discuter de politiques alimentaires lors des événements Je mange donc je vote. Une trousse pratique fut mise à disposition pour simplifier l'organisation et unifier nos efforts.

Politique alimentaire : une nouvelle priorité du gouvernement fédéral

20

agences gouvernementales impliquées dans le développement des politiques

40

webinaires organisés

29

événements communautaires organisés

19

documents de politique écrits

176

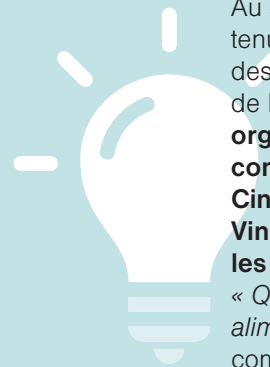
articles dans les médias générés

Des douzaines

de collaborations et de rencontres avec les députés

La campagne Je mange donc je vote fut directement, pour ne pas dire uniquement, responsable du mandat donné au ministre fédéral de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire d' « *Élaborer une politique alimentaire qui fait la promotion d'un mode de vie sain et de la salubrité des aliments en mettant sur la table des familles du pays un plus grand nombre d'aliments sains de grande qualité produits par les agriculteurs et les éleveurs canadiens* ».

Suite à cette annonce, le RAD a immédiatement rassemblé ses membres pour explorer les prochaines étapes de la politique alimentaire. Collectivement, nous avons appelé le ministre de l'Agriculture à mener de véritables consultations et à impliquer tous les ministères fédéraux ayant un lien avec l'alimentation.



Au sommet consultatif sur l'alimentation du gouvernement tenu en juin 2017 à Ottawa, le RAD coordonna les efforts des membres, des partenaires et des militants pour s'assurer de livrer des messages clés. **Le RAD et ses membres organisationnels ont présenté des documents de consultations et de politiques, en mettant de l'avant Cinq grandes idées pour réformer le système alimentaire. Vingt-neuf événements communautaires organisés par les membres ont aussi été tenus sous la bannière de « Quelle est votre recette pour un meilleur système alimentaire ? ».** Un rapport de ces séances de mobilisation communautaire a été soumis au gouvernement dans le cadre des consultations politiques.

Gouvernance

Avec comme objectif d'obtenir une voix à la table, le RAD a aussi codirigé une initiative multipartite incluant des représentants du secteur industriel, agricole, universitaire, philanthropique et de la société civile pour développer une proposition consensuelle visant à mettre sur pied un nouveau Conseil national de la politique alimentaire.

Le RAD a également synthétisé les diverses discussions et apports en un document formel soumis au Gouvernement du Canada, ainsi que guidé le développement d'un rapport détaillé sur le droit à l'alimentation.



En plus de travailler à bâtir un cadre global cohérent pour une politique alimentaire pour le Canada, nous continuons de militer pour de meilleures politiques et des alliances plus fortes sur une multitude d'enjeux pour :

Réaliser le droit à l'alimentation.

Soutenir une alimentation saine et durable à la fois bonne pour les gens et la planète .

Créer un programme fédéral d'alimentation scolaire pour s'assurer que tous les enfants développent leurs compétences alimentaires et aient accès à des repas sains chaque jour.

Encourager les hôpitaux, les universités et les autres institutions publiques à acheter des aliments locaux et durables.

Renforcer la souveraineté alimentaire des peuples nordiques et autochtones.

Soutenir les agriculteurs engagés et soucieux de l'environnement pour qu'ils prospèrent.

Aborder le revenu en tant que premier déterminant de la sécurité alimentaire au même titre que la sécurité alimentaire des collectivités.



Photo : Rachel Cheng

Que nous réserve l'avenir ?

Nous collaborons actuellement avec nos membres et partenaires pour identifier nos forces et les enseignements tirés, et pour bâtir collectivement un système alimentaire plus sain, durable et juste.

Et ensuite ?

La prochaine décennie regorge de promesses et de potentiel. Nous devons toutefois faire un choix sur nos priorités. Vous êtes invité.e.s à vous joindre à la discussion lors de notre prochain Forum et/ou à devenir membre.

Le RAD s'engage à mettre la table pour bâtir un meilleur système alimentaire. Joignez-vous à nous !

Venez célébrer le 10^e Forum.

Devenez membre.

Recevez nos nouvelles par courriel.

Vous avez des commentaires sur ce document ?

Écrivez-nous : members@foodsecurecanada.org



alimentationdurable.ca

Merci à tous nos partenaires qui ont contribué à bâtir ce mouvement pour un meilleur système alimentaire.



3875, rue Saint-Urbain, bureau 502
Montréal (Québec) H2W 1V1